

# Le ministre du Commerce veut une traçabilité des produits de base

Page 2

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Tizi Ouzou/ Université  
**10 000 places  
pédagogiques et  
13 000 lits d'hébergement  
en souffrance**

**Votre quotidien national**

Quatorzième année - N° 4994 - Ven. 31 janvier - Sam. 1<sup>er</sup> février 2020 - Prix : 10 DA

Page 24

50<sup>e</sup> vendredi de marche silmya

## La rue réclame le changement et exige une Algérie libre et démocratique

● Béjaïa/La rue de la Liberté envahie par la foule

Page 3

### L'OMS contre la mise en quarantaine de la Chine

Par Mohamed Habili

**L**il y a quelques jours, l'OMS avait refusé de décréter l'épidémie de Wuhan due au nouveau coronavirus (le 2019-Cov) une urgence internationale de santé publique en dépit des pressions qu'elle subissait en ce sens. Son directeur Tedros Adhanom Ghebreyesus s'y est résolu jeudi dernier, toutefois dans un style qui disait clairement qu'il le faisait à contrecœur. Que si cela ne tenait qu'à lui, il attendrait encore pour voir comment le mal allait évoluer, dans son pays d'origine comme dans le reste du monde. C'est à peine s'il ne s'était pas excusé auprès de la Chine de devoir prendre une décision aussi peu flatteuse pour elle. Elle qui contrairement à ce qu'elle avait fait en 2003, lors de l'épidémie du Sras, avait joué la transparence la plus totale, en même temps qu'elle prenait des mesures draconiennes, exceptionnelles, pour bloquer la propagation du virus. Pour la première fois en effet dans l'histoire, un pays n'a pas hésité à mettre en quarantaine une de ses grandes villes, comptant pas moins de 11 millions d'habitants. Combien d'Etats à travers le monde en feraient-ils autant si c'était chez eux que l'épidémie s'était déclarée ? Probablement aucun. La Chine elle-même serait dans ce cas n'était le précédent de 2003, où son premier réflexe avait été de cacher l'étendue de l'épidémie du Sras, un autre coronavirus. Mais si elle a pris cette fois-ci le parti d'agir à l'opposé, c'est entre autres pour éviter d'être mise en quarantaine.

Suite en page 3

### Grève des enseignants du primaire

# Les parents d'élèves réagissent et dénoncent le silence du ministère



Ph/D. R.

Depuis le mois d'octobre, les enseignants du primaire ne décollent pas. Le mouvement de protestation hebdomadaire, entamé depuis plusieurs mois, prend une autre tournure, ils menacent d'une grève illimitée jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Lire page 2

Start-up

## Le premier prix du programme ELIP remis à Smart Farm

Page 4

Une fusion judicieuse des genres

## Spectacle à Alger du chanteur espagnol Nestior

Page 13

Grève des enseignants du primaire

# Les parents d'élèves réagissent et dénoncent le silence du ministère

■ Depuis le mois d'octobre, les enseignants du primaire ne décollent pas. Le mouvement de protestation hebdomadaire, entamé depuis plusieurs mois, prend une autre tournure, ils menacent d'une grève illimitée jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Par Meriem Benchaouia

Face à cette situation de blocage, les parents d'élèves ont déploré les interruptions répétées des cours dans certaines écoles primaires en raison de la grève observée par des enseignants de ce palier et de l'impact du débrayage sur la scolarité des élèves, appelant tout un chacun à faire preuve de sens des responsabilités. A ce propos, le président de l'Association nationale des parents d'élèves (Anpe), Khaled Ahmed, a estimé que «la grève est un droit constitutionnel, mais ceci ne doit pas se faire au détriment de l'élève», appelant les enseignants grévistes à «faire preuve de sagesse et de clairvoyance, et à placer l'intérêt de l'élève au-dessus de toute autre considération». L'association a également appelé le nouveau ministre de l'Education, Mohamed Ouadjaout, à la nécessité d'«ouvrir les canaux du dialogue avec les enseignants grévistes, dans l'intérêt de nos enfants». Dans ce contexte, des parents d'élèves ont affirmé que ce sont leurs enfants qui payent le prix de cette grève, et ce, ont-ils dit, «face au silence du ministère de l'Education et à la détermination des enseignants à poursuivre la grève pour une durée de trois jours d'affilée, ce qui impacte négativement, ont-ils regretté, l'instruction des élèves en

classes du primaire, notamment ceux qui s'apprentent à passer les épreuves de fin de cycle primaire». Estimant que les enseignants «sont en droit de réclamer l'amélioration de leur conditions de travail et la concrétisation de leur revendications socio-professionnelles», les parents d'élèves ont souligné, toutefois, que ces revendications ne doivent pas se faire au détriment du système éducatif jusqu'à mettre en péril l'avenir des élèves. Ils ont réitéré, par là même, leur appel à l'adresse des enseignants grévistes, «à faire preuve de sens des responsabilités et à placer l'intérêt de l'élève au-dessus de toute considération». Par ailleurs, certains enseignants ont estimé que la grève d'une journée/semaine «n'affectera pas l'apprentissage pédagogique des élèves mais sa poursuite de trois jours/semaine peut rendre difficile l'achèvement du programme scolaire, ce qui est de nature à provoquer un écart en matière d'apprentissage entre les classes de la même école et entre les établissements scolaires». Pour sa part, le coordinateur du Syndicat national autonome des professeurs d'enseignement secondaire et technique (Snapest), Meziane Meriane, considère que «la perturbation des cours trois jours par semaine peut impacter l'apprentissage des élèves», appelant le ministère de tutelle à «trouver des solutions aux



revendications des enseignants du primaire et ce pour l'intérêt de l'élève». Face à cette situation, plusieurs parents d'élèves passent cette période sur les nerfs d'autant que ce genre de perturbations complique davantage leurs quotidiens, notamment les travailleurs. D'autres parents ont opté pour des cours particuliers afin de permettre à leurs enfants de rattraper les cours perdus. Abdallah Dif Allah, spécialiste

des questions éducatives, estime que l'interruption des cours «peut compromettre le principe de continuité qu'exige l'école, de même qu'elle porte préjudice au rythme scolaire et éloignera le secteur de l'éducation des normes internationales en terme de nombre de semaines de cours, en sus de priver les élèves des compétences nécessaires à la poursuite de leurs parcours éducatif». Le rattrapage des

cours perdus «est possible dans le cycle primaire, l'enseignant étant en mesure de récupérer les cours par des mesures pédagogiques comme la réduction du nombre des exercices», a-t-il ajouté, soulignant que «si la perturbation persiste jusqu'au troisième trimestre, le traitement du problème doit être envisagé sur le plan juridique et administratif».

M. B.

De la production à la distribution

## Le ministre du Commerce veut une traçabilité des produits de base

En vue d'assurer l'approvisionnement régulier du marché en produits de large consommation, surtout en lait pasteurisé, Kamel Rezig, ministre du Commerce, a donné des instructions pour l'encadrement de la production et de la distribution de ces produits de base et le suivi de leur traçabilité. A ce titre, cette réunion, deuxième du genre depuis son installation à la tête du secteur, à laquelle ont également pris part des représentants des ministères de l'Agriculture et des Finances, du Groupe industriel des productions laitières (Giplait), de l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL) et d'associations professionnelles de commerçants et d'artisans, a été consacrée à l'examen des dispositions prises pour assurer l'approvisionnement régulier du marché en produits de large consommation, surtout en lait pasteurisé. Suite à quoi Kamel Rezig a donné des instructions pour l'encadrement de la production et de la distribution de ces produits de base et le suivi de leur traçabilité. En outre,

le ministre a, dans ce cadre, appelé à associer tous les intervenants dans ces filières pour une meilleure maîtrise de la chaîne de production et de distribution garantissant l'approvisionnement régulier du marché en produits de base, surtout subventionnés, affirmant que toutes les mesures avaient été prises pour la mise en marche d'un système informatique assurant la traçabilité de ces produits, tant au niveau des distributeurs agréés que des commerçants de détail approvisionnés par ces derniers.

Pour rappel, Kamel Rezig a reçu, mercredi dernier à Alger, le président de la Fédération nationale des distributeurs de lait, avec lequel il a abordé plusieurs problèmes auxquels est confrontée cette activité, en tête desquelles «le phénomène de la spéculation, le détournement de la destination de la poudre de lait et l'augmentation illégale du prix du sachet de lait subventionné». Une occasion pour lui d'affirmer «l'engagement du gouvernement, en particulier, son départe-

ment ministériel, à appliquer les lois de la République et protéger les droits du citoyen, notamment les catégories fragiles qui bénéficient directement des produits subventionnés», soulignant qu'aucune partie, que ce soit dans la chaîne d'importation, production, transport, distribution ou de vente, ne peut être autorisée à accaparer la subsistance des Algériens. Par ailleurs, le ministre a demandé aux partenaires de présenter un compte rendu détaillé sur les réseaux de transport et de distribution parmi les professionnels étant présents sur le terrain, et ce, en vue d'achever le travail des administrations en charge de ce dossier.

### Cap sur la filière céramique

Par ailleurs, Kamel Rezig a rencontré, en compagnie du ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkai, les producteurs de la filière céramique, et ce, dans le cadre de la série de rencontres de concertation avec les diffé-

rents acteurs du secteur, a indiqué un communiqué du ministère du Commerce. Après avoir écouté un exposé présenté par les membres de cette filière sur l'état de la production et le taux de couverture de la demande nationale, ainsi que les résultats des mesures de sauvegarde mises en place par l'Etat pour protéger le produit national, en l'occurrence le Droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS) mis en œuvre début 2019 et ses répercussions sur le producteur et le consommateur, Rezig, assurant que le gouvernement poursuivra les mesures de sauvegarde et de promotion du produit national, pour peu que le producteur local s'engage à assurer un produit répondant aux normes internationales de qualité et à des prix compétitifs, a mis en garde contre toutes les pratiques tendant à monopoliser le marché ou à augmenter les prix. Et d'appeler, dans ce contexte, les opérateurs économiques d'augmenter le volume des investisse-

ments, particulièrement dans les régions du Sud qui sont le prolongement vers l'intérieur du continent africain, un marché prometteur, notamment après l'adhésion de l'Algérie à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Dans ce sens, il a également invité les opérateurs à contacter leurs homologues libyens qui ont demandé à importer les produits de la filière céramique lors de leur participation au Forum d'affaires algéro-libyen, organisé récemment par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci). D'autre part, le premier responsable du secteur a également abordé la nouvelle stratégie adoptée par le secteur du Commerce concernant la mise en place d'un fichier national de chaque produit et opérateur économique, à même de faciliter l'opération de vulgarisation et de promotion du produit national au double plan national et international.

Lynda Naili



50<sup>e</sup> vendredi de marche silmya

# La rue réclame le changement et exige une Algérie libre et démocratique

Les citoyens demeurent fidèles à la rue et à leur mouvement populaire qui s'est déclenché le 22 février dernier. Les manifestants ont donc pour le 50<sup>e</sup> vendredi effectué leur marche dans plusieurs villes du pays pour exiger le changement et la libération des détenus d'opinion.



Par Thinhinene KHouchi

Les hirakistes ne désertent pas les rues. Ils se disent déterminés à poursuivre leur mouvement de manifestation pacifique jusqu'à satisfaction de leurs revendications qu'ils estiment «légitimes». A Alger, le début de la manifestation ne sera donné qu'après la prière du vendredi vers 13h50. En présence d'un important dispositif sécuritaire, des hommes, femmes et enfants ont alors commencé à battre le pavé dans les différentes rues de la capitale, notamment Hassiba Benbouali, Victor Hugo, Didouche Mourad et Khelifa Boukhalfa et les alentours de la Grande Poste. Arborant l'emblème national et un nombre incalculable de pancartes, les hirakistes ont exigé «la poursuite de

la libération des détenus d'opinion», à l'instar de Boumala, Tabbou, et Belarbi, et de l'étudiante Nour El Houda et d'autres qui sont emprisonnés depuis plusieurs mois. Ils ont aussi brandi la photo de l'activiste Brahim Lalami qui est une figure du hirak à Bordj Bou-Argeridj en détention provisoire depuis le 21 novembre. Ils ont aussi exprimé leur opposition à l'exploitation du gaz de schiste en scandant «Oui à l'énergie solaire au Sud. Oui à l'agriculture au Sud, oui au changement pacifique du système». En outre, les manifestants ont appelé à une «Transition démocratique négociée» à la «Réalisation de l'ouverture politique et de l'information», «La séparation des pouvoirs», «Réduction des prérogatives du président de la République», «L'amendement de la loi électo-

rale», «La révision de toutes les lois adoptées durant l'année 2019 par le gouvernement intérimaire» ainsi que «La poursuite de la lutte et le jugement des têtes de la corruption». Par ailleurs, ils ont scandé des slogans à travers lesquels ils ont réaffirmé leur «attachement à l'unité nationale», «à leur mouvement» scandant «makanche marche-arrière hata yetnahaw gaâ» (pas de marche-arrière jusqu'au départ de tous). Ils ont aussi exigé le «changement» et «l'instauration d'un Etat de droit», «des réformes profondes» à travers une nouvelle Constitution qui sera «à la hauteur des attentes du peuple» «appliquez les articles 7 et 8 et rendez le pouvoir au peuple» et aussi «rupture avec l'ancien système». Pour la nouveauté d'hier, les marcheurs ont exprimé leur

soutien à la cause palestinienne en dénonçant le plan de paix que veut imposer Trump. Enfin, pour ce 50<sup>e</sup> vendredi de révolution pacifique, des milliers de citoyens ont aussi envahi pacifiquement les rues des différentes villes du pays à l'instar d'El Oued, M'sila, Blida, Annaba, Constantine, Béjaïa, Bouira, Tizi-Ouzou, où les manifestants ont réitéré leur engagement à poursuivre la lutte contre la corruption et les corrupteurs et réitéré leur engagement pour le changement radical en Algérie, appelant ainsi à «l'instauration d'un Etat de droit», «une Algérie libre et démocratique», «la poursuite de la libération des détenus d'opinion». Ils ont aussi réaffirmé leur «attachement à l'unité nationale».

T. K.

50<sup>e</sup> manifestation populaire à Béjaïa

## La rue de la Liberté envahie par la foule

Les Béjaouis se sont mobilisés encore hier à l'occasion du 50<sup>e</sup> acte de la contestation populaire nationale pour le changement de régime politique et l'instauration d'un Etat démocratique transparent. La manifestation a débuté vers 14 heures, soit à l'arrivée des manifestants notamment de fidèles, à l'esplanade de la Maison de la culture qui était déjà pleine de monde vers 13h. Les Béjaouis veulent resserrer leurs rangs après les arrestations opérées lors des deux dernières marches de étudiants et la marche de Yennayer. Des appels ont été lancés la veille afin de resserrer les carrés et d'attendre les manifestants arriver avant de donner le coup

d'envoi de la marche. La rue de la Liberté était noire de monde comme d'habitude. La procession, composée de dizaines de milliers de personnes, a pris possession de la ville sur plusieurs centaines de mètres : hommes, femmes, jeunes et vieux y participaient. Inébranlable, la foule avançait avec toujours l'objectif de changer le système par l'instauration d'un Etat de droit démocratique et social. La déferlante citoyenne a exigé, une nouvelle fois, le changement politique par un processus transitionnel, le départ du système et la libération des détenus. Les manifestants brandissaient des pancartes et des banderoles, sur lesquelles était écrit : «l'Algérie

n'est pas à vendre ni pour la France, ni pour les Emirats encore moins pour la Turquie», réponse au projet d'exploitation du gaz de schiste. «Nouridouha madania: nous la voulons civile», «Libérez les détenus», «Libérez les otages», «Pour une transition démocratique et une deuxième République». Des portraits des détenus étaient arborés, notamment celui de Karim Tabbou et autres. Des portraits des chefs historiques de la révolution étaient aussi brandis tels que ceux d'Aït Ahmed, Abane, Amirouche, aux côtés des portraits de Matoub. Avant sur le boulevard de la Liberté, les manifestants scandaient avec force : «Pouvoir assassin», «Ulac smah ulac»,

«Baâouha el khawana baâouha», «Salemou soula lilchaâb : remettez le pouvoir au peuple», «Semaâou semaâou ya nas Abane khella w'ssia dawla madania machi askaria». Au sujet de l'exploitation du gaz de schiste : les foules scandent : «Mammouââ fi franca, makboula fi el Djazïr», «Ulac el gaz de schiste ulac», «El ghaze essakhri idamer watani», «In Aménas kayen el ahrar wal ghaz essakhri may dirouhouche». Des slogans habituels étaient aussi scandés tels que «Djazaïr horra démocratia», «La hiwar la chiwar errahil obligatoire», «Thawra silimia, siyada chaâbia», «Dawlat el qanoun machi n'téléphone», «Echaâb yourid el istiklal»... Les manifestants lan-

## LA QUESTION DU JOUR

### L'OMS contre la mise en quarantaine de la Chine

Suite de la page une

La quarantaine qu'elle a imposée à Wuhan était censée lui épargner d'en subir une l'englobant toute entière par les soins du reste du monde. Qu'elle n'ait cette fois-ci fait ni dans l'occultation ni même dans la sous-estimation, ses autorités, dont son président, ayant au contraire pris un soin particulier de mettre l'accent sur la gravité de la situation, c'est quelque chose que personne n'a osé mettre en doute jusqu'à présent. Il est même arrivé au président américain de la créditer du sérieux qu'elle mettait à affronter la situation. Mais cela ne semble pas pouvoir empêcher la psychose de se répandre, d'autant qu'il s'en trouve toujours des experts ou seulement des communicants pour laisser entendre que la transparence dont font preuve pour l'heure les Chinois n'est peut-être pas fiable à cent pour cent. Tout en décrétant l'état d'urgence internationale, le directeur de l'OMS a vivement déconseillé qu'on en tire prétexte pour arrêter les voyages et les échanges commerciaux avec la Chine. Pour lui, la décision prise par son organisation n'est pas en rapport avec la Chine, mais avec les pays dont le système de santé n'est pas en capacité de faire face à une urgence de ce genre. A l'évidence, lui-même n'est pas partisan du principe de précaution, qui au moins une fois, dans le cas de la grippe dite porcine en 2009, a conduit à des dispositions, en matière de dépenses notamment, disproportionnées par rapport au mal. Dans l'incertitude, il ne faut surtout rien s'interdire, voilà à quoi ce principe peut se ramener. Or dans le cas présent, sa mise en œuvre, ce que personne n'a encore préconisé, conduirait à la mise en quarantaine de tout un pays. En l'espèce, un pays central dans le commerce international. Or on ne peut débrancher la Chine sans que tout s'arrête du même coup.

M. H.

çaient des slogans en faveur de la libération des détenus. Une action a été organisée la veille, soit jeudi soir à la place Saïd-Mekbel pour exiger leur libération et soutenir leurs familles.

Hocine Cherfa

Start-up

# Le premier prix du programme ELIP remis à Smart Farm

■ Le premier prix du "entrepreneurship, leadership and innovation program" (ELIP) a été décerné, jeudi soir à Alger, à Smart Farm, une start-up en cours de création pour son développement d'un collier-intelligent permettant la modernisation des modes et méthodes de l'élevage bovin.

Par Selma G.

Le prix a été remis à la jeune fondatrice de cette start-up, Assia Lekhal, lors de la cérémonie de remise des prix du projet ELIP, un programme initié, au profit des étudiants algériens désirant créer leur start-up, par le réseau entrepreneurial global (REG) et financé par les Etats-Unis dans le cadre du programme Middle East Partnership Initiative (MEPI). Activant dans l'agri-technologie, Smart Farm, de la wilaya de Tizi-Ouzou, a présenté un collier-intelligent qui détecte les pics de chaleur durant la reproduction et les maladies chez les vaches laitières pour les transmettre à une application qui récolte ces données au niveau du smartphone de l'éleveur lui permettant de réagir et soigner ses vaches. Le deuxième prix a été attribué à la startup Skygate, spécialisée dans les systèmes informatiques et lancée par le jeune Baghdad



## Hireche de la wilaya d'Oran

La startup NOD, spécialisée dans le domaine électronique a arraché le troisième prix qui a été attribué à son fondateur, Moussa Bousshaba de la wilaya de Tiemcen. Les membres du jury, composé d'entrepreneurs et d'experts indépendants, ont attribué un quatrième prix, en guise de «coup de cœur», à Handitour, une start-up de la wilaya de Sétif, lancée par la jeune Djamila Touabet, pour son développement d'une application facilitant le tourisme et le déplacement des personnes à mobilité réduite. Le détenteur du premier prix bénéficiera d'une formation de «plusieurs mois» aux Etats-Unis, prise en charge par le Conseil d'affaires algero-américain, a indiqué sa représentante, M<sup>me</sup> Amel Benaissa. Pour sa part,

la présidente du REG, M<sup>me</sup> Fatiha Rachedi, a expliqué que ELIP, qui est un programme de formation et d'accélération de start-up, a permis depuis 2018 de la formation de près de 1 900 étudiants issus de 23 wilayas du pays. Ces étudiants ont bénéficié d'une assistance et d'un accompagnement par des équipes de coaches, d'experts, de mentors et de quelque 295 volontaires, en collaboration étroite avec les partenaires de l'écosystème local et national, tout au long du processus de création de la start-up, depuis l'idée, jusqu'à sa transformation en projet à fort potentiel, a-t-elle ajouté. M<sup>me</sup> Rachedi a souligné que dans le cadre de ce programme 24 start-up ont été créées, plusieurs projets ont été brevetés ou sont en voie de l'être, 160 projets de start-up étaient en maturation, 57 proces-

sus de maturation avancés, 250 business modèles élaborés, 60 partenariats conclus et 700 idées innovantes recensées. Présent à la cérémonie, l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, John P. Desrocher, a indiqué que son pays considère que l'entrepreneuriat et les startups comme «la pierre angulaire» de l'économie et les moteurs de l'innovation, ajoutant que le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et le Gouvernement algérien reconnaissent également l'importance des startups et l'entrepreneuriat. Evoquant «l'importance», soulignée par M. Tebboune, de l'esprit de l'entrepreneuriat pour le développement de l'économie algérienne, M. Desrocher, a salué la création de deux départements ministériels, celui des startups et celui des incubateurs,

au sein du gouvernement algérien. Pour sa part, la représentante du premier ministre, Mme Fatiha Slimani, a indiqué qu'une agence nationale de numérique, composée de représentants des secteurs concernés, sera mise en place avant la fin du semestre courant pour le développement de ce domaine et son intégration dans l'économie nationale. Elle a également annoncé que l'Algérie a adhéré à l'initiative Smart Africa, regroupant une trentaine de pays africain, afin de permettre à l'Algérie de se positionner au niveau international grâce au soutien de l'Etat et à son potentiel dans ce domaine, particulièrement les compétences et les capacités dont jouissent les jeunes Algériens en la matière.

S. G./APS

## Aquaculture

### Pour le renforcement de la coopération entre les Ressources en eau et la Pêche

Les ministres des Ressources en eau, Arezki Berraki et de la Pêche et des Productions halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi ont fait état, jeudi à Alger, de la volonté de leurs secteurs respectifs de développer des programmes d'aquaculture dans les barrages afin de contribuer au soutien de la production nationale de poissons. Lors d'une réunion de travail regroupant les cadres des deux ministères, MM. Ferroukhi et Berraki ont examiné les moyens de développer le domaine de l'aquaculture continentale et la possibilité de s'orienter vers de nouveaux mode d'élevage, en sus des défis qui pourraient se poser à ce type d'investissements. Cette réunion, ont affirmé les deux ministres vise la cristallisation de programmes et la mise en place d'une feuille de route pour chaque secteur permettant d'avoir une large perspective des modèles et les modalités d'exploitation de différentes res-

sources pour le développement de la production. M. Berraki a estimé que cette réunion était une occasion pour échanger autour du projet de développement de la pêche continentale au niveau des barrages et retenues d'eau et le renforcement de la coordination entre les deux secteurs afin que les investissements soient pertinents et bien ciblés. Pour ce faire, le ministre a préconisé l'implication des organismes et établissements publics relevant du secteur dans ces activités à travers des investissements bénéfiques, pouvant constituer des revenus supplémentaires et une solution pour l'amélioration de leur situation financière. Il a assuré, à ce propos, que tous les efforts seront mobilisés pour accompagner ces investissements et garantir un suivi continu à travers la poursuite de la tenue des rencontres entre les cadres des deux secteurs, afin de bénéficier des avis

des experts et d'examiner les défis auxquels pourraient faire face ces projets. Le secteur des Ressources en eau compte 81 barrages, d'une capacité globale de 8,274 milliards de m<sup>3</sup> d'eau, et 65 petits barrages, d'une capacité de 4361,22 millions m<sup>3</sup>, ce qui représente une assiette importante aux activités d'aquaculture, a-t-il poursuivi. Pour sa part, M. Ferroukhi a mis en avant le désir de son secteur de développer davantage le partenariat dans ce domaine, en s'orientant vers de nouveaux modes d'élevage dans les barrages. Il a souligné, à cet égard, l'importance de la formation et de l'accompagnement technique des opérateurs dans ce domaine ainsi que du développement de ce mode de production qui peut être orienté à l'avenir vers l'exportation et la fabrication d'autres produits dans le cadre des activités de transformation. Le secteur œuvre à élargir l'aquaculture notam-

ment dans les zones sahariennes, permettant la valorisation des ressources en eau disponibles, le développement des fermes aquacoles et l'exploitation des énergies renouvelables. Les deux parties ont proposé l'élaboration d'études détaillées sur les barrages existant vu qu'ils sont différents en termes de type, de composition d'eau et de caractéristiques naturelles, outre la création d'une filière chargée de la gestion des investissements. Les deux ministres ont évoqué également les aspects juridiques pouvant constituer un obstacle à la concrétisation ou le retardement de plusieurs projets ainsi que l'élaboration d'un plan de travail pour lever ces obstacles. Selon les données présentées durant la réunion, les activités aquacoles continentales sont réparties sur 26 barrages et 35 opérateurs, dont 9 barrages (12 opérateurs) à l'est du pays, 8 barrages (10 opérateurs) au centre et 9 autres

(13 opérateurs) à l'ouest, avec une production de 313,64 tonnes durant 2019.

### Barrages : taux de remplissage de 63,6 %

Les mêmes données font état d'un taux de remplissage des barrages de 63,6%, dont 50 barrages en situation «confortable», 20 barrages à plus de 80% et 6 autres à 100%. Vingt-trois barrages sont exploités pour l'alimentation en eau potable et l'irrigation, 12 pour l'irrigation et 28 pour l'approvisionnement en eau potable uniquement. Pour ce qui est du volume d'eau mobilisé durant 2019, il a atteint 1703,2 millions m<sup>3</sup>, dont 1 123,6 millions m<sup>3</sup> en eau potable et 579,6 millions m<sup>3</sup> pour l'irrigation. A noter que le nombre des barrages au niveau national est passé de 13 barrages en 1962 à 81 barrages en 2020.

Samy H.



## Agriculture

## Installation de six commissions sectorielles

■ Six commissions du secteur agricole ont été installées jeudi par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Cherif Omari, dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République pour la promotion de la production agricole locale et la réduction des importations.

Par Salem K.

Il s'agit d'une commission chargée de mettre en place un institut national de l'agriculture saharienne, une autre chargée du suivi de la filière lait et de sa distribution, une commission dédiée à la problématique de l'irrigation, une autre pour le foncier agricole, une commission chargée de la lutte contre la bureaucratie et enfin d'une commission dédiée à l'approvisionnement continu du marché national en viandes. Tenant un discours devant les cadres et les responsables locaux du secteur, M. Omari a fait savoir qu'il s'agira, à travers ces commissions, de prendre en charge plusieurs dossiers importants du secteur de l'Agriculture, notam-



P.M.D.R.

ment à travers la facilitation des procédures administratives, la lutte contre la bureaucratie et le soutien des investissements, notamment au niveau des filières à importance stratégique. Cette démarche entre dans le cadre de la promotion du produit national et du développement de la production de matière première au profit de l'industrie nationale de transformation, a-t-il expliqué. Parmi les objectifs de ces groupes de travail, il s'agira de proposer des solutions visant à accélérer les procédures pour la création de coopératives agricoles et la mise en place d'organismes interprofessionnels dans l'ensemble des filières, dans un cadre transparent et efficace, a-t-il ajouté.

S. K./APS

## Pétrole

## Le Brent proche des 59 dollars à Londres

Les prix du pétrole étaient stables hier, les investisseurs accueillant favorablement des mesures de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) non restrictives pour les échanges et des rumeurs autour d'une réunion avancée de l'Opep.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars, dont c'est le dernier jour de cotation, valait 58,47 dol-

lars à Londres, en hausse de 0,31 % par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance gagnait 0,35 % à 52,32 dollars. La veille, le Brent et le WTI ont respectivement perdu 2,5 % et 2,2 %, après avoir touché des plus bas depuis octobre à 57,71 dollars et 51,66 dollars aux alentours de 18h00 GMT. Les investisseurs «sont ras-

surés par la décision de l'OMS de ne pas restreindre les voyages et les échanges avec la Chine», a estimé un analyste, des recommandations qui «sont des bonnes nouvelles pour le pétrole», a ajouté un autre. L'OMS a averti jeudi que les restrictions à la circulation des personnes et des biens pendant une urgence de santé publique pourraient s'avérer «inefficaces»,

perturber la distribution de l'aide et plomber l'économie des pays touchés. L'Organisation a toutefois déclaré que l'épidémie du nouveau coronavirus constituait «une urgence de santé publique de portée internationale». Le nombre de patients contaminés approche désormais les 10 000 en Chine continentale (hors Hong Kong et Macao), dépassant l'épidémie de Sras

(Syndrome respiratoire aigu sévère) en 2002-2003. Les marchés se font également l'écho de la possibilité que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) se réunisse plus tôt que prévu, pour tenter d'ajuster au mieux et au plus vite leur production afin de soutenir les prix de l'or noir.

Malek M./APS

## Négociations commerciales

## L'UE sera «lucide et ferme» avec Londres

Le Royaume-Uni, qui sort ce vendredi de l'Union européenne, reste «un partenaire, un pays ami», mais l'UE sera «très lucide et très ferme» dans ses négociations avec Londres, a affirmé le président du Conseil européen, Charles Michel. «Le message que nous donnons pour cette négociation qui va démarrer afin d'organiser la relation future entre l'Europe et la Grande-Bretagne est très simple : nous souhaitons garder la relation la plus étroite possible dans

tous les domaines, mais plus la Grande-Bretagne voudra diverger des standards européens, moins elle aura accès au marché intérieur européen», a-t-il prévenu sur RTL. «Quand on n'appartient plus au club de l'Union européenne, il y a des conséquences», a-t-il fait valoir.

«La Grande-Bretagne n'est pas un adversaire, c'est un partenaire, c'est un pays ami mais nous sommes très lucides et très fermes : dès lors que la Grande-Bretagne voudrait développer

une stratégie de dumping pour tenter de faire mal aux économies européennes, nous n'accepterons pas», a-t-il insisté. Londres souhaite faire aboutir ces négociations pour déterminer ses futurs rapports avec l'UE en matière commerciale, de sécurité ou de pêche en un temps record, avant la fin de l'année, et exclut toute prolongation de la transition au-delà de 2020. «C'est un délai bref», a souligné Charles Michel. «Nous savons qu'il y a une possibilité,

pourvu que les deux parties les souhaitent, et c'est trop tôt pour pouvoir le dire aujourd'hui, de prolonger la période des négociations. Nous verrons au fur et à mesure quelle attitude nous adopterons». «Le fait que pour la première fois depuis la création de l'Union européenne, un pays important, la Grande-Bretagne, décide de quitter, c'est un moment plutôt triste», a commenté le président du Conseil européen. Toutefois, estime-t-il, «le traité de divorce qui a été

signé il y a peu de temps sonne comme un radio réveil pour l'Union européenne». Les pays européens «sont prêts à se retrouver bien plus les manches pour tenter davantage de coopérer, de travailler ensemble pour devenir demain les champions de l'économie verte (...), pour progresser beaucoup en matière d'agenda digital et (...) être beaucoup plus maîtres de notre propre sécurité», a-t-il assuré.

A. O.

## Espagne

## La croissance ralentit à 2 % en 2019

La croissance du PIB espagnol a ralenti à 2 % en 2019, sur fond de coup de frein de l'économie mondiale, mais est restée solide au quatrième trimestre, a annoncé vendredi l'Institut espagnol de la statistique (INE). Ce niveau de croissance est légèrement inférieur à la prévision de 2,1 % du gouvernement du socialiste Pedro Sanchez, qui avait revu à la baisse ses attentes en octobre. En 2018, la croissance s'était établie à 2,4 % après trois ans de bond du PIB d'environ 3 %, intervenant après la profonde récession provoquée par la crise financière mondiale de 2008 et l'éclatement de la bulle immobilière. Sur le seul quatrième tri-

mestre, la croissance de la quatrième économie de la zone euro a en revanche accéléré à 0,5 % contre 0,4 % au troisième trimestre. Pour 2020, le gouvernement de Pedro Sanchez mise

sur une croissance de 1,8 %. Le socialiste a été reconduit au pouvoir début janvier à la tête d'une coalition avec la gauche radicale de Podemos. Les socialistes et Podemos ont signé un program-

me de gouvernement impliquant un virage à gauche et comprenant la poursuite de la hausse du salaire minimum que M. Sanchez a déjà augmenté de plus de 20 %, une hausse de la

fiscalité pour les plus riches et une abrogation partielle de la réforme controversée du marché du travail des conservateurs.

Agences

## Changes

## La livre sterling recule légèrement face à l'euro et au dollar

LA LIVRE Sterling perdait un peu de terrain jeudi face aux principales monnaies avant une réunion de la Banque d'Angleterre (BoE) qui pourrait baisser ses taux pour soutenir l'économie britannique à la veille du Brexit. La devise britannique abandonnait 0,10 % face au billet vert à 1,3008 dollar et 0,08 % face à l'euro à 84,63 pence pour un euro. En attendant, les investisseurs sont dans le flou car les arguments en faveur d'un maintien ou d'une baisse du taux sont d'un poids équivalent aux yeux des économistes, divisés comme rarement dans leurs prédictions. D'un côté, un marché de l'emploi en pleine forme et un moral des entreprises qui rebondit penchent en faveur du statu quo. De l'autre, un effondrement de l'investissement et une croissance en berne due aux incertitudes autour du Brexit militent pour une baisse du taux de 0,75 % actuellement à 0,5 %. De son côté, la monnaie européenne regagnait du terrain face au billet vert à 1,1017 dollar, au lendemain d'un plus bas depuis fin novembre à 1,0992 dollar pour un euro. La décision sans surprise, mercredi, de la Réserve fédérale américaine (Fed) de maintenir ses taux inchangés, à l'issue de sa première réunion monétaire de l'année, avait légèrement soutenu le dollar. Une baisse des taux directeurs rend la devise concernée moins rémunératrice et donc moins attractive pour les cambistes.

R. E.

Adrar

# Mesures opérationnelles pour développer l'élevage camelin

■ Une batterie de mesures opérationnelles a été prise par les pouvoirs publics pour promouvoir l'élevage camelin à travers le pays, a indiqué jeudi à Adrar, le président du conseil interprofessionnel de la filière cameline.

Par Nassima A.

« Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a pris une série de mesures opérationnelles pour accompagner et promouvoir cette filière, dont la wilaya d'Adrar est l'un des pôles », a assuré Abdelkader Touissat, lors d'une rencontre de concertation ayant regroupé, au siège de la direction des services agricoles, les professionnels de la filière, des chameliers, des représentants d'associations et d'organismes partenaires. Pour préserver cette activité, le ministère a lancé un large recensement des effectifs camelins, à travers des actions numérisées, en vue de permettre de répondre aux attentes des éleveurs et des chameliers, et du secteur en général, a-t-il fait savoir. Selon l'intervenant, le Conseil interprofessionnel de la filière cameline s'emploie, sur instructions du ministère, et avec le concours de divers organismes en rapport avec la filière, la direction des services agricoles (DSA), l'inspection vétérinaire et l'office interprofessionnel des céréales (OAI), à actualiser et assainir le fichier des chameliers, selon un plan d'action sur le terrain, pour élaborer une carte électronique délimitant les aires de pacage et contrecarrer les faux éleveurs tendant à tirer profit du soutien destiné à cette activité. Le directeur de la Chambre de

l'agriculture de la wilaya d'Adrar a signalé que ses services, membres de la commission de wilaya chargée de la mise en œuvre de ces mesures, s'attelle à agir sur le terrain pour assainir les listes des éleveurs et cerner les lacunes entravant la promotion de cette activité. L'opération requiert, a-t-il dit, du temps eu égard à l'étendue de la région et l'éloignement des pâturages en zones éparées servant d'aires de transhumance du cheptel camelin. Le cheptel camelin fait face actuellement à un manque de pâturages, déplore le même responsable qui révèle, par ailleurs, l'intention de la Chambre de soulever, en coordination avec le Conseil interprofessionnel de la filière cameline, une requête pour l'approvisionnement « en urgence » des éleveurs en d'aliments de bétail. Le président de l'antenne régionale du Commissariat au développement de l'agriculture en régions sahariennes (CDARS), Mounni Dahmane, a mis en relief les efforts fournis pour cerner et prendre en charge les préoccupations des éleveurs et aplanir les contraintes rencontrées dans le cadre de l'élevage camelin, en signalant que l'étude élaborée se trouve au niveau des services du ministère de tutelle. L'étude porte sur la réalisation d'une carte électronique pour déterminer les zones pastorales, en vue de discerner les activités pastorales de celles agricoles, de délimiter les aires de pacage, d'iden-



tifier les zoonoses affectant le cheptel camelin, et de cerner les difficultés rencontrées par les éleveurs en matière d'approvisionnement en aliments de bétail et de protection de la santé animale. Selon l'intervenant, la concertation avec les chameliers devra être permanente pour informer ces derniers des résultats des études et recueillir les nombreuses préoccupations et suggestions pour améliorer les conditions de cette activité. L'inspecteur vétérinaire auprès de la DSA d'Adrar, Ayache Bahous, a estimé, de son côté, que cette rencontre a été mise à profit par les intervenants, notamment les chameliers, pour

s'enquérir des efforts des pouvoirs publics, notamment en matière d'approvisionnement en vaccins et autres produits de prévention, dans le cadre du programme national de suivi du cheptel camelin, et fournis par le laboratoire régional vétérinaire de la wilaya de Laghouat. Les chameliers de la wilaya d'Adrar ont, pour leur part, appelé à prendre toutes les mesures réglementaires pour la promotion de cette activité pastorale, à travers l'assainissement des listes des éleveurs, en vue d'assurer la distribution, en toute transparence et équité, des quotas d'aliments, tout en valorisant la démarche préconisée par le

ministère de tutelle pour lancer le recensement numérisé du patrimoine camelin vivant dans la région. La région frontalière de Bordj Badji Mokhtar (sud d'Adrar) s'apprête à accueillir la 24<sup>e</sup> édition de la manifestation annuelle «La fête du dromadaire», prévue entre les 24 et 26 février prochain. Placée sous le signe de «Le camélidé, richesse et patrimoine», cette manifestation vise à mettre en exergue la vocation pastorale de la région au service de l'économie nationale et de s'enquérir de près des conditions d'accompagnement et de promotion de cette activité.

N. A./APS

Mila

## Hausse de la dotation moyenne en eau potable par habitant à 136 litres/jour

La dotation moyenne en eau potable par habitant dans la wilaya de Mila a connu une hausse durant l'exercice 2019 en atteignant 136 litres par jour, a-t-on appris, jeudi, de la direction des ressources en eau (DRE). Le résultat obtenu est jugé «satisfaisant» même si l'alimentation en eau reste encore «insuffisante»

dans certaines régions de la wilaya, a précisé la responsable du bureau du service public d'alimentation en eau potable (AEP) Lamia Zerizer. «La mise en exploitation du barrage de Beni Haroun depuis l'année 2007 et la réalisation de plusieurs opérations visant l'amélioration de la distribution de l'eau potable sont

des facteurs ayant favorisé cette augmentation», a fait savoir cette responsable. M<sup>me</sup> Zerizer a expliqué dans ce même contexte que les opérations de réfection du réseau d'alimentation en eau potable, à travers 30 communes sur les 32 que compte la wilaya de Mila et l'élimination des fuites d'eau ayant permis d'éradiquer

les maladies à transmission hydrique (MTH), figurent parmi les projets réalisés. La même source a également fait remarquer que durant l'année précédente, les projets entrepris dans ce domaine ont permis la réalisation et la mise en service de 505 réservoirs d'eau d'une capacité globale de plus de 184 000 m<sup>3</sup>,

100 forages en plus d'autres projets similaires en cours de concrétisation dans le cadre des plans communaux de développement (PCD) et de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales. D'autres opérations portant extension et réalisation de nouveaux réseaux à travers 57 mechtas réparties sur 18 communes de Mila ont été concrétisées durant la même période, a encore précisé la même source, ajoutant que des actions analogues ciblant 16 zones rurales relevant des communes de Grarem Gouga et de Chigara sont en cours. Selon M<sup>me</sup> Zerizer, les investissements programmés, réalisés et en cours sont «importants», mais les problèmes de gestion et les lourdes charges résultant du pompage de l'eau, les agressions sur les réseaux ainsi que la réalisation de certains projets d'approvisionnement en eau par des secteurs non spécialisés, constituent, selon elle, des facteurs affectant négativement le rendement dans ce domaine.

R. R.

Samy T.

Nâama

## Vaccination de plus de 973 000 têtes de bétail contre différentes zoonoses

Plus de 973 000 têtes du bétail ovin, caprin et bovin ont été vaccinées dans la wilaya de Nâama contre différentes zoonoses en 2019, a-t-on appris jeudi de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, Aissaoui Redouane. Il s'agit de 880 000 ovins et caprins vaccinés contre la peste des petits ruminants, 16 000 têtes bovines contre la fièvre aphteuse et 77 800 têtes ovines vaccinées contre la clavelée. Les campagnes de vaccination ont touché, à la même période dans le cadre de la mise en œuvre du plan national de lutte contre les zoonoses, toutes les communes de la wilaya où 4 500 éleveurs en ont bénéficié. En outre, les services compétents ont mobilisé 60 vétérinaires du sec-

teur privé. Dans ce cadre, les services vétérinaires de la wilaya lanceront, au mois de février prochain, une autre campagne de trois mois de vaccination contre la rage ciblant 3 000 têtes bovines, a-t-on fait savoir. Dans le cadre de la lutte contre les maladies transmises par l'animal, l'inspection vétérinaire avait recensé en 2019 pas moins de 44 cas de bovins touchés par la brucellose après la découverte de foyers de cette maladie dans les communes d'Ain Sefra, Ain Benkheilil et Mekmene Benamar. Les têtes bovines affectées ont été abattues et les éleveurs concernés indemnisés, a-t-on rappelé. Les services vétérinaires avaient vacciné, au cours de la même période, 56 vaches et 78

autres animaux (chiens et chats) contre la rage et avaient détruit 1 135 kg de viscères de bétail infectés au niveau des abattoirs communaux afin d'éviter la transmission du kyste hydatique, selon la même source. Parallèlement aux opérations de vaccination, les vétérinaires mobilisés pour mener l'opération de vaccination animent des campagnes pour sensibiliser et informer les éleveurs et les maquignons sur les différentes maladies qui peuvent affecter le bétail et les moyens de prévention et de traitement, en organisant des sorties périodiques au niveau des marchés de bétail de la wilaya.



Crise en Libye

# Djerad : «L'Algérie se tient à équidistance entre les deux parties libyennes»

■ Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a réitéré, jeudi à Brazzaville (République du Congo), la «disponibilité» de l'Algérie à rapprocher les positions des parties belligérantes en Libye et abriter toute réunion inter-libyenne visant à contribuer à trouver une solution à la crise et jeter les bases d'un nouvel Etat stable.

Par Sabiha O.

«L'Algérie, qui se tient à équidistance entre les deux parties libyennes, fait preuve d'un maximum de neutralité, tout en appuyant la légitimité des institutions reconnues internationalement. Elle réitère, aujourd'hui, sa disposition à rapprocher les positions des parties belligérantes et abriter toute réunion entre les frères libyens pour contribuer à trouver une solution à la crise et jeter les bases d'un nouvel Etat stable», a déclaré M. Djerad à l'ouverture des travaux du 8<sup>e</sup> Sommet du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye. M. Djerad, qui représente le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux travaux de ce sommet, a indiqué que cette rencontre, «consacrée à l'examen d'une crise qui touche un pays voisin avec lequel existe des liens très forts et ancestraux, à savoir la Libye, pour laquelle nous veillons à ce que se restaure sa paix et se rétablisse sa stabilité et pour pouvoir jouer le rôle qui est le sien sur la scène arabe, africaine et internationale». Qualifiant la situation en Libye de «fort complexe», il a relevé que ce sommet africain de haut niveau se tient dans le cadre des efforts régionaux et internatio-



naux visant à sortir la Libye de l'ornière où elle se trouve depuis quelques années. «L'Algérie tient à sa position ferme visant à trouver une solution à la crise en Libye à travers une solution politique et pacifique fondée sur le dialogue entre les Libyens seuls, en dépit de leurs divergences et de leurs positions politiques pour définir leur avenir et rejeter toute intervention étrangère en Libye», a-t-il ajouté. Le Premier ministre a rappelé que ces positions ont été confirmées lors de la réunion de consultation des ministres des Affaires étrangères des pays

voisins de la Libye, tenue à Alger le 23 janvier dernier sur la Libye. «Cette démarche a été confirmée aussi par le président Tebboune lors de la Conférence internationale sur la Libye tenue le 19 janvier dernier à Berlin (Allemagne) qui a mis en avant une feuille de route portant sur la nécessité d'un cessez-le-feu entre les deux parties belligérantes, d'imposer un embargo sur les armes et de la reprise du processus pacifique sous l'égide des Nations unies, loin de toute ingérence étrangère», a-t-il encore rappelé. Il a, à cette occasion, exhorté le

Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye à agir afin de trouver une solution à la crise et la nécessité pour l'UA de jouer un rôle essentiel dans le règlement de ce conflit. «Il n'est pas logique de marginaliser l'Afrique dans une question qui touche un Etat membre de l'UA et qui connaît une guerre fratricide», a-t-il dit, ajoutant que cette situation «fort préoccupante» pourra avoir des incidences dans les pays voisins. Le Premier ministre a affirmé que «l'Algérie ne ménagera aucun effort pour appuyer les efforts du Comité de haut niveau

aux côtés des Nations unies pour accompagner les parties libyennes à trouver des solutions consensuelles qui permettent de réinstaurer la paix et la stabilité de manière pérenne dans ce pays frère». «Nulle doute que la solution politique fondée sur le dialogue entre toutes les composantes de la société libyenne est la seule voie à même de permettre de sortir de la crise et de préserver la souveraineté de la Libye, son intégrité territoriale et l'intégrité de son peuple», a conclu M. Djerad.

S. O./APS

Sahara occidental

## Condammation des violations marocaines du droit international

Le Mouvement ougandais de solidarité avec le peuple sahraoui a dénoncé les violations marocaines dans les territoires sahraouis occupés et ses tentatives de perpétuer le colonialisme, tout en appelant l'Union africaine (UA) à intervenir pour faire respecter la légalité internationale. A l'occasion d'un colloque organisé dans la capitale Kampala, les participants ont abordé les derniers développements dangereux, notamment la question de «l'ouverture des représentations consulaires» dans les territoires sahraouis occupés et l'organisation par le Maroc des activités sportives sur des terres sur lesquelles il n'a aucune souveraineté. Dans une déclaration sanctionnant les travaux du colloque, les participants ont exprimé une ferme condamnation de la «violation du Royaume marocain de droit international au Sahara occidental» et ont dénoncé «l'implication du régime marocain de certains pays africains dans le borbier de sa politique visant à consolider le phénomène du colonialisme, rejeté en Afrique, en ouvrant des représentations consulaires dans

les villes sahraouies sous occupation marocaine». A cet égard, le Mouvement ougandais a appelé l'Union africaine à prendre les mesures et procédures nécessaires stipulées dans les chartes de l'Organisation continentale «pour dissuader le Maroc et qui-conque y fait face dans ces pratiques». Il a également fermement condamné l'organisation des activités sportives africaines

par le Maroc dans les zones qu'il occupe au Sahara occidental, soulignant que «le Maroc n'a pas de souveraineté sur cette région qu'il occupe par la force depuis 1975 en violation claire et flagrante de toutes les exigences du droit international et en contraste frappant avec la Charte de l'Union africaine». «Le Mouvement ougandais de solidarité avec le Sahara occidental condamne fer-

ment la tentative marocaine en coopération avec la Confédération africaine de football (CAF) d'organiser la Coupe d'Afrique de football dans les salles, Futsal 2020, dans la ville occupée d'El-Ayoun du 27 janvier au 7 février», a indiqué le mouvement dans la déclaration, tout en avertissant la Fédération ougandaise sur la nécessité de «prêter attention à de telles manœuvres

et de refuser de participer à de tels événements». Le Mouvement a annoncé qu'il «adopterait et mettrait en œuvre toutes les activités et mesures pacifiques et légales disponibles contre le Maroc et tous ceux qui coopèrent avec lui dans sa campagne pour obtenir justice en Afrique et mettre fin à toutes les formes de domination coloniale sur le continent africain».

Kamel L.

Tunisie

## Des élections municipales partielles le 29 mars dans trois délégations

Des élections municipales partielles sont prévues le 29 mars prochain en Tunisie dans les délégations de Jebeniana, Faouar et Hassi El Ferid, a annoncé l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE). Selon l'agence TAP, l'ISIE a publié au «Journal officiel» trois décisions relatives au calendrier des élections municipales partielles dans les délégations de Jebeniana (gouvernorat de Sfax), de Faouar (gouvernorat de Kebili) et de Hassi El Ferid (gouvernorat de Kasserine). Les agents des institutions sécuritaires

et militaire voteront quant à eux le samedi 28 mars. Le dépôt des candidatures, ouvert depuis le 23 janvier dans les bureaux des Instances régionales indépendantes pour les élections (IRIE), s'est poursuivi jusqu'au jeudi 30 janvier, et les listes candidates acceptées préliminairement seront annoncées au plus tard le 2 février par l'Instance régionale. Les listes validées définitivement seront annoncées après l'expiration des périodes des recours, soit au plus tard le 4 mars. La campagne électorale se déroulera du

15 au 27 mars à minuit. Les résultats préliminaires seront proclamés par l'instance électorale, le 31 mars. Après l'achèvement des recours, les résultats définitifs du scrutin seront proclamés dans un délai maximum ne dépassant pas le 6 mai.

### Prolongation de l'état d'urgence de trois mois

Le président tunisien Kaïs Saïed a décidé de prolonger l'état d'urgence sur tout le territoire du pays, de trois mois à compter du 31 janvier 2020 jus-

qu'au 29 avril, annonce jeudi la présidence de la République tunisienne. Kaïs Saïed avait décidé le 30 décembre 2019 de prolonger l'état d'urgence d'un mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 jusqu'au 30 du même mois, selon un communiqué de la Présidence tunisienne, cité par l'agence TAP. L'état d'urgence se poursuit depuis le 24 novembre 2015 sur l'ensemble du territoire tunisien, à la suite de l'attaque terroriste qui a ciblé un bus de la Garde présidentielle dans la capitale, faisant 13 morts et 16 blessés.

R. M.



## Virus

# Les États-Unis recommandent d'éviter la Chine, l'OMS déclare l'urgence internationale

■ Les États-Unis ont enjoint à leurs ressortissants de ne pas voyager en Chine, où le bilan du nouveau coronavirus s'est alourdi hier à 213 morts, alors que de nombreux pays durcissaient leurs mesures de précaution face à une épidémie déclarée urgence internationale par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Par Rosa C.

Washington a monté son niveau d'alerte au cran maximal en recommandant tard jeudi «de ne pas se rendre en Chine» en raison de l'épidémie de pneumonie virale dans le pays, alors que les cas de contamination locale se multiplient dans le monde. A l'issue d'une réunion quelques heures plus tôt à Genève, l'OMS, critiquée précédemment pour ses atermoiements, a déclaré que l'épidémie du nouveau coronavirus constituait «une urgence de santé publique de portée internationale». Les autorités chinoises ont

fait état hier de 43 nouveaux décès en vingt-quatre heures, le bilan s'élevant désormais à 213 morts. Le nombre de patients contaminés approche 10 000 en Chine continentale (hors Hong Kong et Macao), dépassant celui atteint lors de l'épidémie de Sras (Syndrome respiratoire aigu sévère) en 2002-2003.

Si l'immense majorité des cas de contamination restent localisés en Chine, au premier chef dans la province du Hubei d'où s'est propagée l'épidémie, une centaine ont également été déclarés dans près de 20 autres pays, y compris en Europe et Amérique du nord. Les mesures de précaution internationales

s'intensifient : Tokyo a demandé hier à ses ressortissants d'éviter les voyages non indispensables vers l'ensemble de la Chine. La Russie, elle, a fermé sa frontière avec son voisin, et les restrictions – notamment des suspensions de visas pour visiteurs chinois – se renforcent en Asie.

L'Italie et Israël ont annoncé suspendre tous les vols en provenance de Chine, tandis que plus d'une quinzaine de compagnies aériennes, dont Air France, British Airways et Lufthansa, ont interrompu leurs vols vers le pays. L'OMS a cependant averti jeudi que les restrictions à la circulation des personnes et des biens pendant une urgence de santé publique pourraient s'avérer «inefficaces», perturber la distribution de l'aide et plomber l'économie des pays touchés.

En Chine même, la métropole de Wuhan (centre) où est apparue en décembre le nouveau coronavirus, reste coupée du monde depuis le 23 février, tout comme la province environnante du Hubei – un cordon sanitaire interdisant à quelque 56 millions d'habitants d'en sortir. Pékin a cependant envoyé hier deux avions pour rapatrier quelque 200 habitants du Hubei se trouvant respectivement en Thaïlande et en Malaisie, et les reconduire à Wuhan, selon l'autorité chinoise de l'aviation civile (CAAC). A l'inverse, à la suite des États-Unis, du Japon et de la Corée du Sud, plusieurs pays continuent d'organiser l'évacuation d'une partie de leurs ressortissants piégés à Wuhan. Un



PH. &gt; D. R.

avion français en a décollé hier matin, peu après 07h00 heure locale, pour rapatrier quelque 200 Français. «Il y a de la tristesse de quitter un pays auquel on est attaché. Et puis du soulagement, car on ne sait pas comment les choses vont tourner en Chine», a confié à l'AFP Adrien, 26 ans, lors de l'évacuation.

Un second vol est prévu plus tard cette semaine pour évacuer d'autres Français et des ressortissants d'autres pays européens. Egalement hier, un appareil affrété par le Royaume-Uni pour rapatrier des Britanniques et d'autres Européens a décollé de Wuhan avec 110 personnes à bord. L'Inde a elle aussi envoyé un avion pour rapatrier quelque 300 de ses ressortissants.

D'autres pays – Italie, Allemagne, Canada ou encore Bangladesh – planifient leurs propres opérations. A Wuhan, qui garde des allures de ville fantôme, la circulation des véhicules non essentiels est interdite, les hôpitaux restent débordés et des milliers d'étrangers demeurent sans certitude de pouvoir partir. «J'ai l'impression que (le gouvernement thaïlandais) ne se soucie pas de nous. Je pourrais mourir de faim, être infectée et mourir», se désolait jeudi Aphinya Thasripech, une Thaïlandaise trentenaire enceinte. Les rapatriés français seront soumis à quarantaine pendant 14 jours dans un centre de vacances et les Britanniques, eux, seront isolés sur une base militaire. R. C.



## Commentaire

### Inquiétudes

Par Fouzia Mahmoudi

Les démocrates américains, après trois années d'efforts, ont enfin réussi il y a un quelques semaines à provoquer l'ouverture d'une procédure de destitution de Donald Trump. Une procédure dont néanmoins l'issue paraît assez claire, alors que le Sénat chargé de donner la sentence finale à l'encontre du président républicain est aujourd'hui majoritairement composé de conservateurs. Une situation que craignent les démocrates qui s'inquiètent de voir leur persévérance et leur détermination s'avérer être inutiles. La mise en garde de ces derniers, à la veille d'un vote sur la convocation de nouveaux témoins, est d'ailleurs très claire : l'acquiescement de Donald Trump dans son procès en destitution récompenserait ceux qui ne respectent pas la loi. Deux semaines après le début de ce procès historique, le président américain, en visite dans le Michigan, a quant à lui de nouveau dénoncé une «situation très partisane» et «une réelle honte» pour le pays. Dans l'hémicycle du Sénat, les procureurs démocrates ont jugé la situation «pire qu'il y a un demi-siècle» quand le républicain Richard Nixon avait démissionné pour éviter une destitution certaine dans l'affaire d'espionnage politique du Watergate. Cette fois, les élus démocrates accusent Donald Trump d'avoir abusé de son pouvoir en demandant à l'Ukraine de lancer une enquête contre Joe Biden, potentiel adversaire à la prochaine présidentielle, et en bloquant secrètement une aide militaire cruciale pour cet allié. Puis il a entravé le travail du Congrès en interdisant à ses collaborateurs de participer à l'enquête parlementaire, ont-ils redit. «C'est stupéfiant [...] si on accepte qu'un président puisse faire ce qu'il veut pour être réélu», a résumé Adam Schiff, qui dirige l'équipe des procureurs démocrates. L'argument, avancé lors du Watergate par la Maison-Blanche, était «si un président le fait, ce n'est pas illégal», a-t-il poursuivi. «Il a échoué, mais il pourrait maintenant gagner» et «il n'y aurait alors plus de limite à ce qu'une puissance étrangère pourrait offrir à un président corrompu pour aider sa réélection». Un acquiescement serait «la normalisation du non-respect de la loi», a-t-il ajouté. Un argumentaire réfuté avec force par les avocats de Donald Trump. «Il n'y a aucune preuve d'un lien [entre l'enquête et le versement de l'aide], pas de donnant-donnant dans cette affaire», a affirmé Patrick Philbin. «En politique étrangère, il existe des situations dans lesquelles un gouvernement souhaite qu'un autre agisse d'une manière qui conditionne d'autres politiques», a-t-il expliqué. Le milliardaire républicain s'inquiétait, selon eux, de l'étendue de la corruption en Ukraine et des activités du fils de Joe Biden, Hunter, alors salarié d'un groupe gazier ukrainien, un temps soupçonné de malversations. «S'il y avait un intérêt national à obtenir des informations sur un citoyen américain lié à une société étrangère soupçonnée de corruption, il serait légitime de suggérer que ça vaut le coup de s'y intéresser», a assuré Patrick Philbin. Un argument bien entendu non partagé par les démocrates qui estiment que Donald Trump doit quitter la Maison-Blanche. Reste à voir si les démocrates réussiront à convaincre leurs collègues conservateurs à voter dans leur sens ou si les républicains se rangeront derrière Donald Trump, lui évitant la destitution et lui offrant dans le même temps une forte chance de voir son mandat à la tête des États-Unis se poursuivre pour quatre nouvelles années. F. M.

## Afghanistan

### Toujours plus de violences malgré les négociations avec les Talibans

Les violences en Afghanistan ont atteint des niveaux records durant le dernier trimestre de 2019, a indiqué un rapport officiel américain publié hier, les combats continuant de faire rage malgré un calme relatif à Kaboul.

Depuis plus de deux mois, la capitale et les autres grandes villes du pays n'ont pas été ciblées par le type d'attentats de grande envergure et très meurtriers qui les secouent régulièrement. Mais les combats n'ont pas ralenti, loin s'en faut, dans les campagnes. Selon le Bureau de l'inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan (Sigar, qui dépend du Congrès), les attaques initiées par l'ennemi ont fortement augmenté l'an dernier, avec 8 204 d'entre elles recensées au quatrième trimestre, contre 6 974 sur la même période en 2018. Septembre, mois du déroulement du premier tour de la prési-

dentielle, a vu un nombre record d'attaques mortelles depuis 2010, année depuis laquelle ces incidents sont répertoriés. Selon Sigar, le rythme des attaques fait écho à l'évolution des pourparlers entre Américains et talibans. Les incidents ont en effet diminué plus tôt dans l'année, puis augmenté de nouveau après l'interruption brutale des discussions par le président américain Donald Trump en septembre. «Les turbulences des six derniers mois ont causé une augmentation générale des attaques ennemies (6 %) et des attaques effectives, (débouchant sur des combats, 4 %) en 2019, comparé à des niveaux déjà élevés rapportés en 2018», peut-on lire dans le rapport trimestriel du Sigar. Le Pentagone a aussi continué d'augmenter le rythme des opérations l'an dernier, avec un nombre record de bombes larguées par les avions américains en Afghanistan depuis au moins

10 ans, selon l'armée de l'air américaine. Washington et les talibans continuent de discuter un possible accord visant au retrait des troupes américaines d'Afghanistan en échange notamment de garanties sécuritaires des insurgés. Les États-Unis demandent depuis des mois aux insurgés une réduction des violences, mais les deux camps n'ont que très peu parlé de l'évolution des discussions ces derniers jours. Le gouvernement afghan souhaite que les Américains demandent un cessez-le-feu complet. Tout accord avec les talibans devrait reposer sur deux piliers : un retrait des troupes américaines – qui ont compté jusqu'à 100 000 hommes au pic de l'engagement américain en 2010, pour redescendre ensuite jusqu'à quelques 13 000 soldats aujourd'hui – et l'engagement de la part des insurgés de ne pas offrir de sanctuaires aux groupes jihadistes.



Une fusion judicieuse des genres

# Spectacle à Alger du chanteur espagnol Nestior

■ Dans une ambiance de grands soirs, le jeune chanteur espagnol Nestior a animé, jeudi soir, un concert de musique basé sur le mixage d'une variété de genres actuels mêlés au flamenco. Un public nombreux est venu assister à cette soirée où des ponts ont été jetés entre les musiques de différentes régions du monde.

Par Abla Selles

La salle Ibn Zeydoun de l'Office Riadh El Feth (Oref) a vibré jeudi soir sur une variété de genres actuels mêlés au flamenco. C'est devant un public nombreux que le jeune chanteur espagnol Nestior a animé un spectacle plein de rythmes et d'émotions.

En effet, après un premier spectacle réussi animé la veille au théâtre régional d'Oran, «Abdelkader-Alloula», Nestior a enchanté, une heure durant le public algérois avec une quinzaine de pièces qu'il a écrites, composées et brillamment interprétées devant un public conquis.

Dans une fusion judicieuse des genres, l'artiste a su mettre en valeur toute la richesse de la musique flamenco, inscrite au patrimoine culturel immatériel de l'humanité en 2010, mêlée aux musiques électronique, reggae, trap, rock, latino, hip hop, rumba, bossa nova, techno et R&B (rythme and blues), entre autres.

S'affranchissant de tout type d'appartenance à un style de musique, à une forme de jeu, à une famille musicale ou à quelques règles à respecter, l'artiste, «aimant le son», entend

transmettre à son public «un ressenti intact, tel qu'il a été conçu par ses émotions».

Les pièces «A Mi Manera», «Vallentes», «En Tu Cabeza», «Carromato Punk», «La Rumba», «No Me Metas Bulla», «Las Penas Pa' Fuera», «Somos La Misma», «No Tiene Sentido», «Loca», «La Vida Moderna», «Malafolla», «Siéntelo», ont été enchaînées dans un groove emballant, avec de courtes phases rythmiques de transition annonçant le changement.

L'amour, la force des sentiments, le vivre ensemble, la paix, l'humanisme et le changement par l'individu épurant son for intérieur, sont quelques thématiques évoquées par l'artiste dans des chansons qu'il interprète en déclamant ses textes à la manière d'un rappeur.

Equipé comme un vrai «DJ» (disque jockey), Nestior est monté sur scène avec un puissant système de sonorisation, (tables, de mixage, d'effets sonores et de percussions) qui produisait le gros son, ainsi que celui constant et percutant du ton fort donné par la basse et la grosse caisse de la batterie.

Se servant de la table des effets sonores, Nestior donnait plus de beauté et de consistance à ses compositions préenregist-



trés en leur ajoutant, en temps réel, des bruitages et des ornements sonores ou en exécutant quelques phrases rythmiques sur les pads multi percussion, réglés au son des timbales.

Très énergique, la jeune Catia, assistante de l'artiste sur scène, a été d'un apport considérable au spectacle, contri-

buan à sa réussite en reprenant les refrains des chansons et en allant vers les spectateurs pour les faire danser avec beaucoup de générosité dans des tenues quelle changeait à chaque nouveau titre. Sous un éclairage vif ou feutré, aux gélamines multicolores, synchronisé avec les pulsions rythmiques et agencé sou-

vent à la manière d'un stroboscope, le public, hétérogène au regard de sa composante jeune et adulte, a assisté au spectacle dans des atmosphères de discothèque qui l'ont poussé au surpassement de soi et au déhanchement.

A. S.

## Soirées du monodrame des oasis à Ouargla Diverses activités culturelles au menu

Diverses activités culturelles sont au menu de la nouvelle édition des soirées du monodrame des Oasis qui aura lieu du 2 au 4 février prochain à Ouargla, a-t-on appris jeudi des organisateurs. Des artistes locaux et des wilayas de Batna, Boumerdès et Tiaret prennent part à cette manifestation culturelle pour présenter leurs œuvres, telles que «Aya», «Istidâa» et «Doumia», a-t-on précisé.

Au programme de ces soirées, qui se tiendront à la Maison de Culture Moufdi-Zakaria, figurent également des conférences et rencontres autour de différents thèmes liés à ce genre d'art, dont le théâtre interactif (une forme de

théâtre ou l'on fait intervenir le public), animées par des académiciens, dont D' Hamza Krira, Djamilia Mustapha Zgai et autres, selon la même source.

Au cours des trois jours de ces soirées du monodrame, des auteurs procéderont à des

ventes-dédicaces de livres, a-t-on encore fait savoir.

Initiée par l'association locale «Rokh El-Waha», cet événement vise à encourager les troupes théâtrales à présenter leurs œuvres et à créer une dynamique de production dans le

quatrième art, a-t-on souligné. Par ailleurs, plusieurs artistes de la wilaya de Ouargla ont exprimé à l'APS leur souhait de la réouverture de la salle Sedrata (chef-lieu de wilaya), qui a déjà bénéficié d'une opération d'aménagement, pour pouvoir abriter de

telles manifestations culturelles, en attendant la réalisation de leur rêve concernant la création d'un théâtre régional à Ouargla en vue de contribuer au développement du quatrième art dans le sud-est du pays.

M. K.

## Festival national de la poésie des jeunes à Mostaganem Plus de soixante-dix poètes au rendez-vous

Le troisième Festival national de la poésie des jeunes a débuté jeudi à la maison de la culture «Ould-Abderrahmane- Kaki» de Mostaganem avec la participation de plus de 70 poètes de 25 wilayas du pays, a-t-on appris des organisateurs.

Les participants se disputent le titre du meilleur poète en trois genres, à savoir la poésie arabe classique, le melhoun (en dialecte) et la poésie amazighe. Le thème

des poèmes doit aborder l'unité nationale, a indiqué le directeur de la jeunesse et des sports, Ramdane Benloulou.

En marge de cette manifestation de quatre jours se tiendra une troisième conférence nationale de la poésie des jeunes qui sera axée cette année sur l'unité nationale dans la poésie algérienne avec la participation d'universitaires et de chercheurs.

Le festival s'ajoute aux activités

qui seront organisées au camp de jeunes de Salamandre, dont notamment trois soirées artistiques en genres andalou, chaabi et aissaoui, a-t-on fait savoir.

Pour rappel, les titres de l'édition du festival en 2018 ont été remportés par Djamel-eddine Wahdi de Sétif (poésie classique), Ali Anoun d'Oum El-Bouaghi (poésie amazighe) et le poète Abdellah Zoubeydi de Biskra en melhoun.

Organisé par la Direction de la

jeunesse et des sports de Mostaganem en coordination avec la ligue de wilaya des activités culturelles et scientifiques de jeunes «W'iam», le festival vise à détecter des talents dans le domaine poétique et littéraire, encourager les jeunes poètes en herbe, développer leurs dons et à raviver le goût artistique dans les domaines de la poésie classique, populaire et amazighe, selon les organisateurs.

F. H.

### AGEND'ART

**Siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asselah**

**Jusqu'au 18 février :**

Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards» avec l'architecte Chafa Ouzani (Bejaïa), les artistes plasticiens Djamel Talbi (Tizi-Ouzou) et Mourad Abdelaoui (Ain Beïda).

**Musée d'art moderne d'Oran**

**Jusqu'au 2 février :**

Exposition artistique collective avec la participation de 33 artistes plasticiens, à l'occasion du 37<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'Union nationale des arts de la culture (Unac).

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) a lancé un appel à participation à l'adresse des jeunes cinéastes algériens, réalisateurs de courts métrages pour prendre part aux 2<sup>es</sup> Journées du court métrage prévues en mars, a-t-on appris auprès de l'agence. La participation est ouverte aux réalisateurs de courts métrages,

fictionnels et documentaires sortis entre 2015 et 2020, en prévision des 2<sup>es</sup> Journées du court métrage prévues à Alger les 21 et 22 mars 2020. Les cinéastes intéressés devront envoyer leur candidature par courrier électronique à l'Aarc ou prendre attache avec l'agence, précise-t-on. La première édition de ces Journées s'est déroulée à Alger en

octobre 2019 avec une sélection de huit courts métrages projetés pour la première fois au public, pour la plupart.

Les Journées du court métrage visent à faire découvrir au grand public les dernières productions de jeunes réalisateurs et leur donner une plus grande visibilité.

C. S.



Ligue 2 (17<sup>e</sup> Journée)  
**L'OM super favori**

**LE LEADER** de la Ligue II, l'OM Médéa, jouera sur du velours pour cette 17<sup>e</sup> journée en recevant sur son stade Imam-Lyès la formation de l'USM Annaba. Les gars du Titteri ne laisseront, certainement pas passer cette occasion et tenteront de prendre les trois points du succès pour continuer à prendre les rênes de ce championnat. Cependant, ils devront faire très attention à cette équipe de Annaba qui ne se déplacera pas en victime et fera tout ce qui est en son pouvoir pour réussir un bon résultat. Pour sa part, le dauphin, le WA Tlemcen, sera en danger en se rendant à El Khroub pour croiser le fer avec l'ASK. Cela n'empêchera pas les Zianides de faire tout leur possible pour revenir avec le meilleur résultat. Le RC Arbaâ, qui reste dans le sillage du leader, jouera un derby du Centre en recevant la formation de l'USM El Harrach. «Ezzerga»

cherchera à l'emporter sans aucun doute devant une bête blessée qui souhaite sortir de la zone rouge. Les Harrachis qui multiplient les échecs sont dos au mur et savent qu'une autre défaite compliquera davantage leur situation et les propulsera au fond du gouffre. Le RC Relizane, lui, donnera la réplique à la JSM Skikda et devrait logiquement l'emporter sauf surprise.

M.M.

**Le programme :**  
**Samedi 1<sup>er</sup> février 2020 à 15h :**  
OM-USMAN  
OMA-ASMO  
MCEE-MCS  
RCR-JSMS  
RCA-USMH  
DRBT-MOB  
ASK-WAT  
JSMB-ABS

Ligue des champions d'Afrique  
**Dernier baroud pour l'USMA et la JSK**

■ *Même si elles sont éliminées de la course à la qualification aux quarts de finale de la Ligue des champions d'Afrique, l'USM Alger et la JS Kabylie tenteront de préserver leur honneur et celui de leur pays en terminant sur une bonne note, lors de cette dernière journée de la phase des poules qu'elles joueront à domicile.*



Par Mahfoud M.

Les Rouge et Noir veulent terminer sur une belle note

Ligue de football professionnel  
**Vers la création d'une commission de réflexion**

**LA LIGUE** de football professionnel (LFP) a annoncé la création d'une commission de réflexion, dont l'objectif est l'élaboration des dossiers de plusieurs points relevant du professionnalisme. «Cette commission composée de représentants de clubs, choisis par le président de la LFP, a pour mission d'élaborer des dossiers qui relèveront notamment du statut particulier des clubs, du contrat du joueur, de la fiscalité et de la sécurité sociale, des droits de TV, du sponsoring solidaire, et d'autres sujets comme le système de la

compétition et les infrastructures», a indiqué l'instance dirigeante de la compétition sur son site officiel. Cette commission a été créée lundi, au cours de la réunion du Bureau exécutif de la LFP sous la présidence de Abdelkrim Medouar. «Elle sera installée prochainement et entamera dès sa mise en place sa mission afin d'arriver à la rédaction d'un document qui regroupera toutes les réflexions et idées en mesure de contribuer à la sortie de la crise dans laquelle se débat le football professionnel», précise la LFP.

2<sup>e</sup> manche de la Coupe d'Algérie de cyclisme  
**Les cyclistes du GSP haut la main**

**LES COUREURS** du GS Pétroliers (Alger) ont dominé jeudi la première étape du tour cycliste de Tébessa, comptant pour la 2<sup>e</sup> manche de la Coupe d'Algérie 2020 de cyclisme. Chez les séniors, Abderaouf Bengayou du GS Pétroliers a remporté la première place, suivi respectivement d'Ayoub Sehiri et Zineddine Kerar du même

club. Organisée par la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) de concert avec l'association Crispine de cyclisme et la Direction de la jeunesse et des sports, la course a mis en lice 61 coureurs de 17 clubs représentant 11 wilayas dont Alger, Constantine, Ain Témouchent, Sétif et Biskra.

**A**insi, les Rouge et Noir qui restent sur une lourde défaite face au WA Casablanca souhaitent l'emporter face aux Angolais de Pétro Atlético, même s'ils savent que leur mission ne sera pas de tout repos. Le coach, Bilal Dziri, a été clair avec ses protégés auxquels il a demandé de jouer à fond pour réussir une belle victoire et terminer avec honneur, après avoir raté l'objectif de la qualification aux quarts. Le driver des Rouge et Noir a pensé laisser certains cadres sur le banc pour leur permettre de reprendre du souffle et

les récupérer pour la première journée de la phase retour du championnat. Cependant, cela ne l'empêche pas de croire à la victoire et à la possibilité de prendre les trois points qui seront très importants au moins pour augmenter les gains qu'ils peuvent générer de leur participation à cette phase des poules, ce qui sera une bouffée d'oxygène pour le club algérois qui souffre du côté financier. Pour sa part, la JS Kabylie donnera la réplique à la formation tunisienne de l'ES Tunis dans un derby maghrébin qui s'annonce disputé, même s'il ne changera rien à la situation du club kabyle déjà éliminé de cette compétition.

C'est beaucoup plus pour une question d'honneur que les Canaris joueront, eux, qui feront tout pour l'emporter et terminer la tête haute. Avec le nouvel entraîneur à la barre technique, le Tunisien Zelfani, les gars du Djurdjura feront tout pour prendre le dessus sur une équipe de l'EST algériennisée avec sept joueurs algériens dans ses rangs, dont la dernière recrue lors de ce mercato d'hiver, le Nahdiste, Mohamed Amine Tougaï. Côté kabyle, il faut noter que ces deux nouvelles recrues, l'émigré Boulahya et le Tuniso-Algérien Eddaraji seront sur le terrain, étant donné qu'ils ont été qualifiés par la CAF. **M. M.**

Judo  
**Une nouvelle école inaugurée à Alger**

**UNE NOUVELLE** école de judo a été ouverte jeudi au niveau de l'établissement primaire Cheikh-Bouamama d'El Mouradia (Alger), dans le cadre du projet de l'Académie nationale de la discipline lancée en Algérie en janvier 2019. Ce projet est le fruit d'un accord entre le Comité olympique et sportif algérien (COA), la Fédération algérienne de judo (FAJ) et la Fédération internationale de judo (FIJ), avec l'accord du ministère de la Jeunesse et des Sports et celui de l'Education nationale. Etaient présents à la cérémonie d'inauguration le secrétaire d'Etat chargé du sport d'élite, Noureddine Morceli, le président du COA, Mustapha Berraf, l'an-

cienne médaillée olympique et coordinatrice générale du projet, Soraya Haddad, l'ancienne championne du monde et olympique en athlétisme Hassiba Boulmerka, le directeur des activités culturelles et sportives au niveau du ministère de l'Education nationale, Abdelouahab Khoulalene, le wali déléguée de Sidi M'hamed, Fouzia Naâma et le président de l'Assemblée populaire communale (APC), d'El Mouradia, Mourad Sameur. L'Algérie est l'unique pays africain à avoir lancé ce programme de la FIJ qui est lié aux valeurs olympiques de l'éducation et du sport. Il faut l'étendre à toutes les disciplines sportives pour devenir une culture chez nous.

Ligue 1 (16<sup>e</sup> Journée)  
**USMBA-MCO à l'affiche**

**L**e derby de l'Ouest entre l'USM Bel Abbès et le MC Oran sera, sans aucun doute, l'attraction de cette 16<sup>e</sup> journée de la Ligue 1 qui reprend du service, après une longue période de repos. Les gars de la Mekerra qui passent par une étape difficile, feront tout ce qui est en leur pouvoir pour prendre les trois points du succès et se reprendre, même si ce ne sera pas facile face à un adversaire qui nourrit le même espoir. En effet, les gars d'El Hamri sont décidés à se déplacer avec un esprit de conquérant au stade du 24-Février de Sidi Bel Abbès, et feront tout leur pour empêcher les points de la victoire. Il est clair que le suspense sera au rendez-vous lors de ce match qui s'annonce très disputé. Le MC Alger qui garde toujours la

seconde place, malgré la série de contreperformances vécue jusqu'à maintenant, sera en appel avec un déplacement périlleux à Ain M'ilia pour croiser le fer avec l'ASAM local. Les gars du Doyen qui savent qu'ils ne peuvent pas se permettre une autre défaite, se donneront à fond pour réussir au moins le point du nul. Le CS Constantine qui a profité du mercato pour se refaire une santé en engageant deux joueurs libyens, tentera de réussir ce début de la phase retour et prendre le dessus sur la JS Saoura qui, elle, ne sera facile à manier. En effet, les Sudistes ne se déplaceront pas en victime expiatoire à Constantine et feront tout ce qui est en leur pouvoir pour repartir au moins avec le point du nul. Enfin, le dernier match programmé pour ce

aujourd'hui aura lieu à Chlef entre l'ASO local et le NC Magra. Les Chéliens qui ont réalisé un parcours mi-figue mi-raisin à l'aller, souhaitent engranger les trois points du succès lors de ce match face aux gars de la Hodna qui, eux, voyagent mal et restent parmi les formations menacées de relégation. A noter que les matchs impliquant les formations jouant la compétition africaine ont été reportés pour leur permettre de jouer le dernier match de la phase des poules de leurs compétitions respectives. **M.M.**

**Le programme :**  
**Samedi 1<sup>er</sup> février à 15h :**  
ASAM-MCA  
CSC-JSS  
ASO-NCM  
USMBA-MCO



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Souk Ahras

## Deux employés d'AT en détention provisoire

**LE JUGE** d'instruction près le tribunal de Souk Ahras a ordonné de placer deux employés de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom de la wilaya en détention provisoire et 11 autres sous contrôle judiciaire, apprend-on jeudi du chargé de la communication de la sûreté de wilaya, le commissaire de police, Mohamed Karim Merdaci. «Agissant sur la base d'informations faisant état d'un manque dans la quantité de câbles en cuivre entreposés dans la réserve de la wilaya de cette direction opérationnelle, tandis que les bons de livraison indiquent leur présence, les éléments de la brigade économique et financière du service de la police judiciaire ont ouvert une enquête qui a permis d'identifier un groupe d'employés activant avec la complicité de chefs de services de cette même entreprise enfreignant les lois et la réglementation en couvrant ce manque en falsifiant des documents officiels», a précisé la même source. Le montant du préjudice enregistré s'élève à 20 millions de DA, a ajouté le chargé de communication de la sûreté de wilaya, soulignant qu'un dossier pénal a été constitué à l'encontre des 13 employés suspects de «fraude dans l'accomplissement des comptes», «faux et usage de faux sur documents administratifs», «abus de fonction» et «entrave à une enquête sur des faits de corruption et détournement de deniers publics». Les prévenus ont été préalablement présentés devant le procureur de la République qui les a renvoyés devant le juge d'instruction, qui a ordonné de placer deux d'entre eux en détention provisoire et les 11 autres sous contrôle judiciaire. K. Y.

Sûreté de la wilaya d'Alger

## Arrestation d'un faussaire à Bouzaréah

**LES SERVICES** de Sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté un individu qui s'adonnait au trafic de faux billets en euros à Bouzaréah, procurés auprès d'un ressortissant étranger, a indiqué, vendredi, un communiqué de ce dispositif de sécurité. L'affaire a été traitée par la police judiciaire relevant de la circonscription administrative de Bouzaréah, suite à une plainte déposée par un jeune homme contre un individu qui lui aurait proposé de l'aider à vendre de faux billets de banque de 50 euros, lui faisant savoir qu'il s'agit de billets contrefaits, ajoute le communiqué.

Un plan bien ficelé élaboré par les services de sûreté a per-

mis de prendre en filature le prévenu, mais son acolyte a réussi à prendre la fuite, indique la même source, précisant que les éléments de police ont récupéré 12 billets, soit un montant global de 600 euros.

Le prévenu a reconnu avoir acheté un montant de 2 000 euros en billets contrefaits auprès d'un ressortissant étranger, contre 30 millions de centimes. Après finalisation des procédures juridiques en vigueur, le prévenu a été présenté près le procureur de la République territorialement compétent qui a ordonné son placement en détention préventive, conclut le document.

M. L.

Oran

## La présence du poisson lapin signalé sur les côtes de Bousfer

**LA PRÉSENCE** du poisson lapin, toxique et dangereux pour la santé humaine, a été signalée sur les côtes de Bousfer (Oran), a averti la direction de l'environnement de la wilaya. La directrice locale de l'environnement, Samira Dahou, a indiqué à l'APS que la présence de ce poisson, dont la consommation peut être mortelle pour l'être humain, a été confirmée pour la première fois sur les côtes oranaises. «Des pêcheurs sont tombés sur ce poisson, qui en plus d'être toxique, est une espèce invasive qui dévore les algues des fonds marins» nécessaires à la survie de nombreuses espèces marines, a-t-elle expliqué, ajoutant que les pêcheurs ont remis

un poisson lapin pêché de 2,8 kg à l'association écologique marine Barbarous. Le SG de cette dernière, Amine Chakouri, a indiqué pour sa part que la présence du poisson lapin sur la côte oranaise a été confirmée par des pêcheurs, qui ont remis un spécimen à l'association. Le poisson remis à l'association a une longueur de 40 cm et un poids de 2,8 kg. Il a été pêché à la ligne à une profondeur de 30 m au large de Bousfer, a-t-il précisé. Les deux responsables ont mis en garde les citoyens contre le danger que représente cette espèce pour la vie humaine, appelant les professionnels de la mer à s'abstenir de la pêcher et de la commercialiser. M. L.

## Deal du siècle de Donald Trump



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou/ Université

## 10 000 places pédagogiques et 13 000 lits d'hébergement en souffrance

■ Plusieurs autres opérations attendent leur lancement, notamment la réalisation d'une ferme expérimentale et animalière, le siège des œuvres universitaires, un bloc administratif et 220 logements concernés par les mesures du gel en raison des restrictions financières.

Par Hamid Messir

**U**n programme de réalisation de nouvelles structures et de réhabilitation d'anciennes infrastructures est en cours dans le secteur de l'Enseignement supérieur dans la wilaya de Tizi Ouzou. Il s'agit de la réalisation de 10 000 places pédagogiques pour un montant de plus de 3,12 milliards de dinars, 13 000 lits d'hébergement, l'étude architecturale d'une nouvelle faculté de médecine de 4 000 places, un hall des travaux pratiques et une opération de réhabilitation globale du pôle universitaire de Tamda (Ouaguenoune). Tandis que plusieurs autres opérations attendent leur lancement, notamment la réalisation d'une ferme expérimentale et animalière, le siège des œuvres universitaires, un bloc administratif et 220 logements concernés par les mesures de gel en raison des restrictions financières. Pour les places pédagogiques, les travaux de VRD sont confrontés à un refus de réévaluation de leur coût de l'ordre de 671 millions de dinars prononcé par la direction générale du budget (DGB). S'agissant de la partie hébergement scindée en plusieurs lots à travers les différentes cités de

l'université Mouloud-Mammeri, leur taux d'avancement varie entre 25 et 90%. Le lancement de certains projets inscrits depuis plusieurs années ou encore l'achèvement d'autres est confronté à l'absence d'autorisation de programme ou au refus de réévaluation des marchés. S'agissant des travaux de réhabilitation, une enveloppe de 3 milliards de centimes vient d'être accordée par le ministère des Finances au titre de l'année

2020 destinée à la prise en charge de la réfection de l'étanchéité et des équipements de chauffage selon un ordre de priorité. Les responsables de l'université de Tizi Ouzou attendent pour la rentrée 2020/2021 la livraison de 4 000 lits au niveau de Tamda (commune de Ouaguenoune) et Rehahlia (Oued Aissi commune de Tizi Ouzou), un hall des travaux pratiques.

H. M.

Relizane

## Saisie de 20 tonnes de ciment et 260 qx de fer à Yellel

**LES ÉLÉMENTS** de la Gendarmerie nationale dans la commune de Yellel (Relizane) ont, durant la semaine en cours, saisi 20 tonnes de ciment et 261 quintaux de fer pour défaut de facturation, a-t-on appris jeudi de ce corps de sécurité.

La même source a indiqué que cette quantité de ciment et de fer a été saisie dans deux opérations distinctes dans le cadre de la lutte contre le crime économique à travers la wilaya. La première opération a eu lieu au niveau de la route nationale (RN 4) dans la commune de

Yellel, lorsque la police routière a intercepté un semi-remorque à son bord 261 quintaux de fer. La deuxième a été réalisée lors d'un barrage de contrôle dressé au niveau de l'échangeur de l'autoroute Est-Ouest à Yellel. La fouille d'un tracteur à remorque a permis la découverte de 20 tonnes de ciment, a-t-on fait savoir. Les produits ont été saisis et une procédure judiciaire a été engagée contre les propriétaires des marchandises saisies pour infraction de défaut de facturation.

M. K.